

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 70 | 13 juillet 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Le temps de la discussion, de la solidarité, de l'unité...
- La crise de l'Europe capitaliste, expression de la crise de domination des bourgeoisies et de leurs Etats
- Face aux ordonnances Villepin, l'urgence de la lutte
- 1905 en Russie, Le prolétariat postule à diriger la révolution

Le temps de la discussion, de la solidarité, de l'unité...

La France, paraît-il, serait dans la déprime. « *La France est morose. Du Non au référendum à l'échec de Paris pour les JO, rien ne semble marcher dans un pays miné par le chômage et le manque de confiance en l'avenir* » écrit *Le Parisien*. Aller savoir quel est le lien entre le Non, et les JO... Toujours est-il que la France serait sans projet, ni volonté, dépressive.

Pourtant, tout aurait pu être si bien, le Oui l'emportait, la droite et la gauche étaient pourtant la main dans la main, Paris promue ville olympique pour 2012, là encore droite et gauche marchaient la main dans la main, là encore, Bernard Thibault avait donné de sa personne pour rassurer chacun qu'il n'y aurait pas de conflits sociaux pendant la durée des JO... Rien n'y a fait.

Tout ça, c'est la faute à Chirac, à cette « *monarchie socialisante* » comme l'appelle, sans rire, Méhaignerie, député UMP proche de Sarkozy. Vivement une droite, une vraie qui redonne confiance à la France ! Et c'est sans doute pour lui redonner cette pêche qui lui manque tant que Sarkozy et l'UMP voudraient réformer, c'est-à-dire supprimer l'ISF, l'impôt sur les grandes fortunes. Villepin tergiverse alors que Thierry Breton se dit d'accord pour réformer ce qui n'est à ses yeux que « *tout simplement un impôt de plus sur les économies et le logement de nos concitoyens.* »

Tout est dit, cette France, c'est la France qui paie l'ISF ! Elle déprime de ne plus savoir quoi faire de son argent, atteinte d'une boulimie financière sans projet ni avenir et cependant insatiable... C'est de ce parasitisme dépressif et, en conséquence, agressif, que souffre la société.

Le monde du travail a, lui, bien d'autres problèmes. Les départs en congés pour ceux qui partent ou se préparent à partir, loin de faire oublier les difficultés financières les rappellent. Aux difficultés du moment s'ajoutent les inquiétudes de la rentrée même pour celles et ceux qui pourront échapper aux contraintes du travail. La joie des congés, l'instant de liberté, renforcent le mécontentement, la colère latente...

L'écart entre la France de l'ISF et la France d'en bas, l'immense majorité de la population, se creuse. Les inégalités s'affichent indifférentes aux difficultés du plus grand nombre, au dénuement, à

la misère. La boulimie financière des classes privilégiées devient insupportable comme leur arrogance provocatrice.

Et si, plus d'un mois après la victoire du Non, la situation sociale et politique semble calme, l'initiative entre les mains d'un gouvernement sans crédit ni autorité, ce calme pourrait bien être de ceux qui précèdent les tempêtes.

Partout, est posée la question des salaires, il n'est plus possible de vivre ne serait-ce qu'avec le SMIC, il n'est plus possible d'accepter des salaires de misère quand la richesse s'étale, provocante.

Le calme apparent qui suit la victoire du Non ne correspond en rien à une reprise en main de la situation par la droite libérale et sa complice, la gauche social-libérale, mais bien à un mûrissement des consciences.

En 2004, la grande majorité des travailleurs s'étaient détournés des élections ou avaient choisi, sans illusion, de sanctionner la droite en votant pour la gauche libérale. Le 29 mai, ils ont massivement sanctionné cette droite et cette gauche libérales.

Le Non des urnes a été porté par le non des luttes, mais ni l'un ni l'autre, c'est-à-dire la défense des intérêts des travailleurs tant sur le terrain social que politique, n'ont d'expression organisée capable de coordonner les luttes, de leur offrir une perspective d'ensemble. Au contraire même, l'absence d'une telle force laisse la place à des projets politiques qui visent à détourner les aspirations à l'unité sur le terrain de l'unité avec... la gauche bourgeoise et libérale.

Cette nouvelle expression politique des intérêts du monde du travail, force organisée, militante, se construira par le regroupement de tous ceux qui ont tiré les enseignements des dernières années : quel que soit le gouvernement en place, la classe ouvrière doit se donner les moyens d'exercer sa pression, de faire valoir ses droits, de les imposer par tous les moyens de la lutte. Le Medef ne craint pas de le faire, avec un culot sans borne, il revendique le droit aux privilèges de la classe qu'il représente et légitime le droit à l'exploitation de la population au nom de ses propres intérêts égoïstes et bornés.

La population et les travailleurs doivent se donner les moyens politiques de combattre ces prétentions des classes parasites pour affirmer les droits du travail sur le capital.

Un vaste et profond mouvement d'opinion anticapitaliste se forme au lendemain du 29 mai, il est en train de prendre conscience de lui-même, se cherche, cherche son expression politique. Nous devons œuvrer au regroupement de son aile la plus radicale, celle qui a conscience que la crise que nous connaissons est une crise organique du capitalisme qui n'est pas réformable.

Cela signifie, partout, dans les collectifs, dans les syndicats, les associations, avec les autres forces politiques du Non, formuler les intérêts généraux du mouvement ouvrier, populaire autour de ses revendications et proposer à chacun, par delà les divergences et désaccords, de s'unir pour les porter, les défendre, les imposer.

La préoccupation des travailleurs n'est pas l'avenir et les espoirs de la gauche gouvernementale mais bien d'avoir une politique pour les luttes afin de changer le rapport de force. Et c'est dès maintenant que se prépare le rendez-vous de la rentrée.

Il se prépare par le débat démocratique, faire les bilans des politiques passées pour être en mesure d'aborder avec lucidité les échéances à venir. Il se prépare dans la solidarité, solidarité avec les postiers pour soutenir les quatorze de Bordeaux-Bègles, solidarité avec les travailleurs de Citroën-Aulnay pour empêcher le licenciement du secrétaire de la CGT, solidarité avec ceux de Nestlé, solidarité aussi avec les travailleurs sans-papiers menacés par les mesures xénophobes de Sarkozy...

Démocratie, solidarité, veulent dire unité, unité autour de la défense de nos camarades comme de nos revendications, unité pour regrouper nos forces et faire savoir à Villepin et compagnie que loin d'avoir la moindre confiance de la population, il leur faudra affronter sa colère, sa révolte, déterminées et conscientes.

Yvan Lemaitre



La crise de l'Europe capitaliste, expression de la crise de domination des bourgeoisies et de leurs Etats

La campagne pour le Non fut une victoire politique et les résultats du 29 mai ont représenté un recul significatif pour le régime politique de la bourgeoisie française et ses intérêts et, de façon plus générale, pour les formes de domination politique que les différentes composantes de la bourgeoisie se sont données en Europe en ayant comme axe la construction de l'Union européenne.

La mobilisation politique qui a permis cette victoire n'a pas été accompagnée d'une vraie critique révolutionnaire de cette construction européenne. Tout le contraire. À partir de l'appel Copernic, les principales forces de gauche qui ont milité pour le Non ont développé en même temps une construction purement illusoire sur l'Europe « sociale et démocratique ».

Tôt au tard, les faiblesses se payent et cette adaptation a eu et a ses effets. On a pu le mesurer dans l'attitude et la mobilisation du 16 juin qui fut surtout un acte de pression auprès du Conseil européen, comme si cette réunion des chefs d'État était un cadre neutre de négociations qui pouvait donner de bons résultats pour les travailleurs et les peuples.

Une erreur grave de perspective

La Déclaration de Nanterre de 25 juin - rencontre nationale des collectifs unitaires - confirme cette orientation. Au lieu d'indiquer que l'Europe capitaliste est en crise, le document formule une série de fausses perspectives qui peuvent nous conduire droit dans le mur. Et le langage utilisé n'est pas neutre. L'horizon théorique est le keynésianisme et l'on rejette le marxisme parce qu'il serait réducteur ; l'horizon politique est une nouvelle mouture d'union de la gauche plutôt que la perspective d'un gouvernement de travailleurs ; l'horizon de travail ne se dégage pas du réformisme ; l'Europe « sociale et solidaire » et non l'Europe socialiste et des peuples.

L'analyse des décisions du Conseil sur le budget permet d'illustrer l'importance de cette opposition. La déclaration affirme que : *« le refus partagé par les principaux pays de l'Union de toute augmentation du budget communautaire au moment où l'élargissement à dix nouveaux membres introduit une profonde fracture économique et sociale en son sein, interdit toute politique de solidarité et de réduction des inégalités, conduit au dumping social et fiscal, empêche l'adhésion des peuples à un projet commun. »* Michel Husson partage cette analyse (*Rouge*, 16 juin et étude de texte N° 4 sur la Constitution, *Rouge*, 6 janvier).

Le soi-disant budget communautaire n'est même pas un « budget » dans le sens bourgeois du terme. C'est un accord de nature à satisfaire les clientèles, les politiques et les affaires, de chaque gouvernement de l'U.E. alimentée par les budgets nationaux et les impôts à la consommation. Les Parlements n'interviennent pratiquement pas. Pour cette raison, une partie importante est destinée aux subventions aux agriculteurs et aux aides régionales. Il est plafonné à 1,24 % du PIB et aujourd'hui, il atteint 1 %, pour un montant de 106 milliards d'euros. Blair propose de réduire les dépenses actuelles et d'appuyer sa politique ; Chirac essaye de sauver les subventions ; les nouveaux adhérents demandent des aides régionales importantes et ainsi de suite. Chaque bourgeoisie défend ses intérêts immédiats et aurait tort de critiquer seulement Blair. Il faut toujours commencer par sa propre classe dominante...

Il est bien évident que ce budget ne peut financer d'aucune manière une « politique de solidarité et de réduction des inégalités » et revendiquer son augmentation est un contre-sens pour les travailleurs. Par contre, il faudrait demander l'annulation de ce budget, totalement antidémocratique. Les institutions et les mécanismes de Bruxelles ne peuvent pas tourner dans un sens contraire aux intérêts du capital.

La crise européenne et l'élargissement

L'élargissement comme opération politique et économique des bourgeoisies fondatrices de l'UE est la vraie origine de cette crise du Conseil européen. L'élargissement est à la fois un révélateur et un catalyseur de la décomposition des institutions européennes.

Bruxelles ne peut jouer d'aucune manière le rôle de vache à lait pour rassurer les gouvernements des PECO (Pays d'Europe centrale et orientale). Pour donner un ordre d'idée des montants financiers en débat, il faut se rappeler que le budget de l'Allemagne a consacré plus de 75 milliards d'euros à des transferts vers les nouveaux Lander de l'Est et que l'U.E. prévoit 13 milliards pour l'ensemble des PECO. Derrière ces chiffres, il y a le fait que cet élargissement aggrave la crise de décomposition des institutions des pays européens au lieu de renforcer l'U.E.

La restauration bourgeoise et capitaliste dans les PECO est un élément centripète et pas centrifuge pour l'unité capitaliste de l'Europe et l'élargissement ne peut cacher cette dynamique. Les pays de l'UE ont accepté que les nouveaux membres soient en même temps membres de l'OTAN ; les Etats-Unis ont trouvé un nouveau levier.

Nous devons dire clairement que les États nationaux en Europe sont en crise, que les États de l'élargissement sont particulièrement en état de décomposition et que les institutions européennes sont en train de devenir un facteur immédiat d'aggravation de la crise au lieu d'être un cadre de stabilité. C'est la signification de l'impasse du Conseil européen en ce qui concerne le « budget ».

Face à une crise de cette nature, une crise organique du système, il faut affirmer une perspective ouvrière, socialiste. Les fantômes de l'Europe solidaire et démocratique à partir des institutions actuelles sont une illusion dangereuse et paralysante. Le débat n'est pas abstrait mais bien politique et pratique. La crise capitaliste est une menace et déjà une réalité. La réponse des travailleurs doit être à la hauteur, en termes de mobilisation, de programme d'urgence, de perspective ouvrière et socialiste.

Marcelo N.



Face aux ordonnances Villepin, l'urgence de la lutte

« **D**ans un contexte marqué par un choc politique violent, il faut un déclic psychologique » déclarait Villepin pour éclairer ses objectifs politiques ! Le déclic sera, n'en doutons pas, à la hauteur de la provocation. Nous l'espérons du moins tant les ordonnances Villepin sont un pas important dans l'objectif affiché par la nouvelle présidente du Medef comme par la droite, la remise en cause du Contrat à durée indéterminé et de tous les acquis juridiques qui s'organisent autour.

Les ordonnances Villepin : « l'urgence » pour aider les patrons à licencier

Dès son discours de politique générale, Villepin a annoncé la création du Contrat Nouvelle Embauche pour les Très Petites Entreprises. Il prévoit une période d'essai de 2 ans avec un complément d'allocations chômage apporté par l'Etat (donc par l'argent public) et un énième « accompagnement personnalisé » pour le reclassement en cas de rupture du contrat par l'employeur.

Ces contrats ne changeront rien à la question du chômage. Les TPE n'embaucheront pas davantage car il n'y aura pas plus de travail, sans compter que cela fait un bon moment qu'elles ont toute « facilité » d'embaucher des salariés précaires en CDD ou en intérim.

La seule question qui importe pour la bourgeoisie est la liberté de licencier comme elle l'entend. Comme l'a expliqué le président des PME : « En rendant moins contraignant le licenciement, vous

facilitez l'embauche (...) Vous avez fixé un cap, il va falloir le tenir, sinon la désillusion serait cruelle » !

Dans le Code du travail, cette période d'essai n'est pas définie autrement que par la jurisprudence, ce qui laisse toute liberté aux patrons vu le rapport de forces. La rupture de contrat ne sera pas considérée comme un licenciement : donc, pas d'entretien préalable, pas de préavis obligatoire (même si le gouvernement dit maintenant qu'il pourrait se faire au prorata du temps passé), pas de nécessité pour l'employeur de motiver le licenciement, donc pas de possibilité pour le salarié de le contester. Le licenciement pourra être simplement signifié verbalement.

Ce contrat est même un recul par rapport au CDD qui ne peut être rompu « *qu'en cas de faute grave ou de force majeure* ». Par ailleurs, le licenciement pendant une période d'essai n'ouvre droit à aucune indemnité de fin de contrat comme il en existe en intérim ou en CDD.

Cette super période d'essai prive le salarié de ses droits : quel salarié osera faire grève, osera refuser les heures supplémentaires ou les conditions de travail dangereuses ou même se mettre en arrêt maladie ?

Cette mesure menace également de nombreuses conventions collectives. Dans combien de branches, le patronat sera-t-il tenté de dénoncer la convention collective qui prévoit des périodes d'essai très limitées ? Combien de patrons chercheront à licencier des salariés anciens en CDI pour les remplacer par des nouveaux jeunes en période d'essai permanente ?

Par ailleurs, il est clair que le gouvernement compte bien généraliser ce type de contrats. D'emblée, il a annoncé à propos des TPE : « *Moins de 10, moins de 8, nous ne savons pas et cela va être soumis à concertation avec les partenaires sociaux* ». Les directions syndicales se sont donc précipitées pour discuter avec Borloo et Larcher en expliquant qu'il pourrait y avoir des avancées alors que les ordonnances étaient déjà annoncées. Mais dès que Seillière a déclaré que ces mesures n'étaient qu'une « *modeste impulsion* », la réponse est venue rapidement : Villepin a porté la mesure aux entreprises de... 20 salariés, faisant passer le nombre de salariés assujettis à la nouvelle mesure de 19,7 % à 28,7 %. Borloo interrogé sur la définition d'une TPE a d'ailleurs ironisé : « *Les TPE, c'est 50, 250 salariés...* ».

Pour développer ces Contrats Nouvelle Embauche, Villepin compte également étendre aux TPE le chèque-emploi qui existe déjà pour les personnels de maison. Il remplacerait à la fois le bulletin de salaire et le contrat de travail, supprimant ainsi toute une série d'obligations d'information de la part de l'employeur : convention collective, charges patronales visibles, définition du poste de travail, des horaires, etc. : autant d'éléments que ne pourra pas contester le salarié. C'est un retour au travail à la tâche ou à la journée.

Et toujours plus d'exonérations pour les patrons...

En modifiant les seuils de déclenchement, de 10 à 20 salariés, pour les cotisations logement, formation professionnelle et transport, Villepin fait également un cadeau de 500 millions d'euros aux patrons. Au passage, l'embauche des jeunes de moins de 25 ans ne sera pas prise en compte dans le calcul de ces seuils.

Il réaffirme aussi l'objectif de l'exonération de toute cotisation patronale pour les emplois payés au Smic d'ici 2007. Alors que le nombre de salariés au Smic a progressé de 16 % en un an, on imagine les conséquences à la fois sur les salaires et sur les caisses de sécu et de retraite.

Dans les cadeaux aux patrons, figurent aussi le « *soutien et l'accompagnement* » des jeunes au chômage avec une carotte de crédit d'impôt de 1000 euros et surtout le bâton pour les contraindre à accepter n'importe quel contrat dans n'importe quel secteur et à n'importe quel salaire.

Cette politique des crédits d'impôts revient à financer une partie du salaire avec de l'argent public. D'après un syndicat des impôts, le coût des baisses d'impôt sur le revenu et des crédits d'impôt sur la période 2000-2005 s'élèverait à plus de 50 milliards d'euros... Soit une année de recettes de l'impôt sur le revenu ! Et après, Breton part en campagne en déclarant que « *L'impôt sur le revenu ne sert pas à financer des écoles ou des hôpitaux : il ne sert pratiquement qu'à payer les intérêts de la dette* »... et pour cause. « *Il faut travailler plus* » et « *briser des tabous* » dit-il en lançant le cumul des revenus du travail et de retraite pour faire travailler les plus âgés et imposer des retraites misérables ou la suppression de la taxe Delalande sur le licenciement des salariés de plus de 50 ans.

Enfin, à défaut de mesures contre le chômage, le gouvernement prend des mesures contre les chômeurs avec la mise en œuvre du rapprochement de l'ANPE et des Assedic, les demandeurs d'emploi seront soumis à un contrôle renforcé avec obligation d'accepter les emplois proposés sous peine de perte des allocations.

Une politique globale d'attaques contre les droits des salariés

Avec ses ordonnances, le gouvernement veut permettre à la bourgeoisie de profiter davantage de la pression du chômage pour faire baisser le « *coût du travail* » en s'attaquant aux quelques protections qui peuvent exister encore dans le code du travail avec les CDI.

La bourgeoisie a mené depuis des années une offensive avec l'aide des gouvernements successifs pour augmenter son taux de profit. Elle a utilisé la pression du chômage pour généraliser l'intérim, la précarité, les bas salaires. Aujourd'hui, elle mène une offensive contre les protections qui subsistent encore dans le Code du travail ou dans les conventions collectives pour traduire dans le droit toutes ces attaques et se donner les moyens d'exploiter « librement » la force de travail.

Les lois Aubry ont, les premières, remis en cause le cadre de la semaine hebdomadaire de travail dans le Code du travail. Cela a permis d'introduire l'annualisation et la flexibilité, mais aussi la division des salariés par la déréglementation du salaire minimum avec l'introduction de Smic différents.

En 2004, le rapport de Virville et les 44 propositions du Medef faisaient campagne pour le contrat de mission, CDD de très longue durée sur la base d'un « *projet déterminé* »... Un contrat qui incluait directement le licenciement. Ce même rapport envisageait également la possibilité de payer au forfait jour des salariés itinérants non cadres, moyen d'exploiter davantage les salariés de la sous-traitance en ne leur payant pas les heures supplémentaires.

De même, le plan Borloo de cohésion sociale, entré en vigueur depuis janvier 2005, a repris les revendications du Medef sur la question des licenciements, en particulier avec la restriction de la définition du licenciement économique ou le raccourcissement des délais pour dénoncer les licenciements.

La bourgeoisie a son propre plan d'offensive : il faut faire céder les « *verrous* » sur le temps de travail ou sur les quelques protections des salariés contre les licenciements.

La nouvelle présidente du Medef, Parisot, l'a dit clairement : « *remettre en cause le droit du travail, c'est permettre aux entreprises de respirer* ». Répétant la méthode des attaques sur la Santé, elle propose maintenant « *de lancer un dialogue économique avec les centrales syndicales, pour trouver un accord sur un socle d'analyse partagé. Dans le débat récent sur le pouvoir d'achat, j'ai été frappée de voir que les différents acteurs polémiquaient sans avoir établi, au préalable, de diagnostic* ».

La bourgeoisie mène la lutte de classe, dit sa politique et ce qu'elle veut. Face à cette offensive, il faut un plan de luttes pour le monde du travail autour de ses revendications : interdiction des licenciements, augmentation générale des salaires, embauche massive dans les services publics. Il faut tirer le bilan de ces politiques de « *diagnostic partagé* » qui ont conduit aux défaites de 2003 et sur la Sécu et renouer avec les idées de la lutte de classes.

Villepin parle de « *déclat psychologique* », il agresse et provoque, il nous faut débattre partout, dans les syndicats, les collectifs, de comment donner une suite aux mobilisations du 10 mars, du 16 mai, au « Non » au référendum sur le terrain du monde du travail.

Les militants ont à formuler une politique pour les luttes, pour regrouper, armer les consciences à travers chaque nouvelle attaque, chaque conflit même local, former de nouvelles équipes militantes associant les jeunes. Avec eux, il nous faut réapprendre à agir ensemble en pensant l'activité syndicale elle-même de façon politique, c'est-à-dire aider les travailleurs à s'approprier leur propre combat, à le prendre en main, à le diriger.

Denis Seillat



Le prolétariat postule à diriger la révolution

L'histoire a retenu le 9 janvier comme point de départ de la révolution de 1905, jour où « *le prolétariat se mit en marche pour la première fois sous un étendard qui lui appartenait en propre, vers un but qui était bien à lui* » (Trotsky).

Les récits de cette journée mettent souvent en avant l'arriération de ses acteurs, les masses ouvrières de Pétersbourg et leurs familles, endimanchées et sans armes, en procession pacifique vers le Palais d'Hiver, derrière le pope Gapone, avec icônes et oriflammes, apportant à leur souverain une supplique, pétition qui dépeignait toutes les persécutions et l'exploitation qu'ils subissaient. Du froid et des courants d'air qui traversaient les fabriques, à l'état de misère et de servitude qui sévissait dans les campagnes, la pétition exprimait tout de la condition des masses opprimées et leur exaspération.

Des milliers d'ouvriers avaient quitté leurs usines, leurs quartiers, « *prêts à mourir* » plutôt que de supporter plus longtemps leur condition, et convergeaient vers le palais.

Le tsar répondit à ses sujets en dressant la troupe devant eux. La brutalité policière finit en bain de sang, laissant sur le pavé des centaines de morts et des milliers de blessés.

Le Dimanche rouge fut le point de départ du mouvement révolutionnaire qui se développa tout au long de l'année 1905.

Si les masses ouvrières, encore crédules, se retrouvèrent derrière le pope Gapone, porté par les circonstances à leur tête, ce Dimanche rouge avait une signification plus profonde qui n'échappa pas au régime : au-delà du cortège symbolique qui demandait « justice et protection » à son monarque, il y avait le prolétariat, en lutte pour ses droits.

Depuis le 3 janvier, des milliers d'ouvriers étaient en grève à l'usine Poutilov. La grève s'était étendue en plusieurs jours, gagnant tous les secteurs de l'industrie, du commerce et des transports jusqu'au 10 janvier où elle avait atteint sa pleine puissance. La pétition décrivait la situation des masses ouvrières opprimées, mais en même temps, elle exprimait leur exaspération et leur réveil. Elle exprimait la force du prolétariat qui entraînait en lutte, demandait une assemblée constituante élue au suffrage universel et posait ses revendications de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures.

Catherine Aulnay

Nos lecteurs et camarades trouveront sur notre site, www.lcr-debatmilitant.org, la suite de cet article qui s'inscrit dans la série que *débatmilitant* consacre à l'année 1905.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.